

## TABLE RONDE

### **Difficile dialogue entre chercheurs et acteurs de développement**

#### *Présidents de la séance*

**Pierre Calame**

président de la Fondation pour le progrès de l'homme

**Michel Levallois**

président du Conseil d'administration de l'Orstom

#### *Participants*

**Rigas Arvanitis**

chercheur à l'Orstom

**Jean-Paul Duchemin**

chargé de mission au ministère de la Coopération

**Pierre Gazin**

chercheur à l'Orstom

**M. Greslou**

Comité catholique contre la faim et le développement

**Bernard Hours**

chercheur à l'Orstom

**Bernard Husson**

responsable du Comité français pour la solidarité internationale

**Gus Massiah**

Act Consultants

**Anne Querrien**

ministère de l'Équipement - Plan urbain

**Alain Ruellan**

directeur du Programme de l'environnement au CNRS

#### *Intervenants*

**Pascal Affaton**

président de l'Association africaine de géologie à Niamey

**Moctar Ba**

Centre national de recherches océanographiques et de pêche à Nouadhibou en Mauritanie

**Georges Bell**

professeur à l'Université de Namur en Belgique

**Yam Dialo**

directeur du Centre national de la recherche scientifique et technologique du Mali

**Christian Valantin**

député du Sénégal

**M. Valat**

ministère français de la Coopération

**Michel Levallois** — En mon nom et en celui de Pierre Calame, je vous remercie d'être venus nous retrouver pour débattre du thème « dialogue difficile entre les chercheurs et les acteurs du développement ». Par acteurs, nous n'entendons pas seulement les organisations non gouvernementales (ONG), mais aussi les administrations et tous ceux qui, sans appartenir à la Recherche, en ont besoin à un moment ou à un autre, et quelquefois lui reprochent de ne pas être au rendez-vous. Je remercie tout particulièrement Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'Homme, qui a accepté avec générosité de présider, d'animer et de modérer cette table ronde.

Avant de lui laisser la parole, je voudrais préciser deux choses. La première est que nous ne partons pas de rien : le dialogue entre chercheurs et acteurs du développement est un vieux débat. Cette table ronde fait d'ailleurs suite à une rencontre, organisée par Alain Ruellan et le CNRS à Montpellier, qui avait donné lieu à une synthèse intéressante, axée sur l'environnement, l'enseignement, la communication, la culture et l'expertise. La seconde est que le moment est venu pour nos organismes de recherche de ne plus se contenter de parler de ce problème, mais de le prendre à bras le corps, de mettre des moyens, et probablement des crédits, en chantier. Je souhaite donc qu'à l'issue de ce débat, nous puissions aboutir à des actions concrètes et précises qui nous permettront de sortir de ce dialogue difficile dans lequel nous sommes impliqués depuis longtemps et qui, sans empêcher la collaboration, ne nous a cependant pas permis d'avancer.

**Pierre Calame** — « Difficile dialogue entre chercheurs et acteurs de développement ». Comme souvent la conclusion est dans le titre ; je commencerai en le paraphrasant, d'autant plus volontiers qu'il n'est pas de moi et que je le considère comme une donnée quasi sociologique de ce colloque.

« *Difficile* », cela signifie premièrement que l'on a conscience que cela ne marche pas. Deuxièmement, cela fait partie des faits acquis – je suis d'ailleurs convaincu que c'est la 157<sup>e</sup> réunion sur le sujet ! Et troisièmement, puisque c'est difficile, qu'on le sait et que cela ne marche pas bien, cela signifie qu'il ne suffit pas d'en parler, mais il faut bâtir une stratégie. Enfin, il faut poser le problème en des termes déculpabilisés, presque techniques, et sortir de l'idée que la méchanceté des gens est responsable de ces dysfonctionnements.

« *Dialogue* », cela présuppose que chacun ait conscience de la nécessité d'une réciprocité dans la mesure où les expériences des uns et des autres sont partagées. Cette réciprocité ne marche pratiquement jamais. Il faut se demander pourquoi.

« *Chercheurs et acteurs de développement* », cette distinction est très intéressante car elle implique que les chercheurs ne se considèrent pas comme des acteurs de développement. On a retrouvé cette même distinction à Montpellier où le thème était « chercheurs et société ». Si c'est effectivement le cas, alors pourquoi financer les recherches pour le développement ?

Il faut considérer cette table ronde comme un moment de départ et non comme un point d'arrivée. Elle doit servir à réunir des matériaux et l'on s'y efforcera de souligner ce que nos expériences ont révélé de ces difficultés afin de progresser véritablement sur la question. De ceci et de la possibilité de le faire, je veux pour preuve deux petits

faits que je vous livre. Tout d'abord, certains d'entre vous savent qu'avec de nombreux partenaires, nous avons commencé à constituer une base internationale rassemblant différents champs d'expérience. Pour préparer cette rencontre, j'ai réuni cent soixante-dix fiches qui la plupart racontaient pourquoi cela n'avait pas marché. Nous avons donc connaissance historique et pratique de ces difficultés. Par ailleurs, j'ai envoyé une série de fax à des partenaires de la Fondation pour leur demander de me citer trois difficultés et de me faire trois propositions pour y remédier. En une demie-journée, j'ai reçu quatorze réponses ! Cela me paraît encourageant et le moment semble opportun pour élaborer une stratégie. Il serait donc intéressant que cette table ronde permette d'accumuler des propositions et de lancer un processus de mise en œuvre, dans des délais courts, dès la fin de cette rencontre.

*Les discussions de la table ronde se sont axées d'une part sur les causes des difficultés du dialogue, à savoir un blocage institutionnel, la différence d'idéologie entre chercheurs et acteurs du développement, l'opposition entre le court terme et le long terme, et l'inadaption de la recherche à la demande sociale ; d'autre part des propositions ont été faites pour remédier à ces difficultés : instaurer un partenariat chercheurs/acteurs du développement, diffuser des résultats de la recherche, développer de nouveaux rapports entre les acteurs, l'administration et la recherche.*

*Nous publions ici les principales interventions relatives à ces différents thèmes.*

## DES DIFFICULTÉS DU DIALOGUE

**Pierre Calame** — Pourquoi y a-t-il difficulté ? Pour répondre à cette question, il faut sortir de l'univers confiné dans lequel dialoguent les chercheurs et ceux qui se disent « acteurs de développement ». Je vous propose deux comparaisons pour analyser cette difficulté, la première avec l'État, la seconde avec l'entreprise.

Ce n'est pas un hasard si les difficultés du dialogue entre l'État et la société et celles entre la recherche et le développement se ressemblent : la science et l'État constituent les deux piliers de la raison, ainsi que l'avait défini le siècle des Lumières. Le dialogue État/société est d'autant plus difficile que les acteurs de la société, les classes moyennes en général, qui sont en face de l'État, diffèrent de celui-ci. Il y a eu de nombreuses rencontres internationales sur le pourquoi de cette situation à propos des quartiers précaires du Tiers monde ou des banlieues en difficulté en France. Les raisons en sont claires et la première est qu'il s'agit d'un dialogue *inter-culturel*. De ce fait, on est incapable de reconnaître *l'autre* comme partenaire, de comprendre la manière dont il pense ou dont il structure ses propres objets. Il y a disjonction complète des rythmes – le court et le long terme – et de la manière dont les uns et les autres se projettent dans l'avenir. De même, la nature des outils financiers que les individus peuvent mobiliser n'a rien à voir avec ceux de l'État.

Je ferai volontiers une comparaison avec l'entreprise. Quand on a travaillé il y a quelques années sur ces questions de rapport « recherche/entreprise », ce qui m'a extrêmement frappé, c'est la naïveté avec laquelle ce problème était posé. Comme s'il suffisait de deux ou trois vulgarisateurs pour former les paysans ! Quand vousregar-

dez la vie économique moderne, vous vous apercevez qu'avant tout, l'entreprise est un gigantesque système de médiations, complexe et imparfait, depuis les services de Recherche et Développement jusqu'aux clients.

Comment allons-nous alors construire les médiations ? Il ne suffit de mettre les gens dans un même « bocal » pour que cela marche. La construction des médiations est l'une des questions centrales des politiques de développement.

Pour identifier les principales difficultés de ce dialogue, je me référerai à la synthèse de la rencontre de Montpellier qui en a proposé une typologie.

La première difficulté relève d'un *blocage institutionnel*. Les organismes de recherche ne sont pas faits pour servir les acteurs du développement. La logique de carrière des chercheurs, celle de leur reconnaissance professionnelles ou celle du financement de leurs institutions, par exemple, n'ont strictement rien à voir avec l'utilité sociale, si on mesure celle-ci à l'aune des besoins des acteurs de développement.

La deuxième concerne l'*idéologie*. Le système mental des chercheurs entrave leur dialogue avec l'autre, notamment quand celui-ci est culturellement différent. A ceci s'ajoute une idéologie de la distance. Ceci étant, il ne n'agit pas de faire un portrait à charge des chercheurs : on pourrait faire le même reproche aux acteurs du développement. Soyons clairs ! Les fax que j'ai reçus témoignent aussi bien de difficultés émanant des acteurs que des chercheurs.

La troisième réside dans la *formation*. En général, les chercheurs ne sont pas suffisamment préparés à un dialogue avec une culture différente pour élaborer des projets communs. De plus, la déontologie de la recherche est centrée sur la rigueur scientifique et non sur l'utilité sociale.

### **Le blocage institutionnel**

**Anne Querrien** — (...) L'une des difficultés rencontrées est effectivement d'ordre organisationnel ou institutionnel. Nous sommes dans une phase que Jean-Marie Guehenno a très bien définie dans son livre, *La fin de la démocratie*, comme étant l'ère relationnelle ou post-institutionnelle. Nous sommes dans une situation d'atomisation du milieu, au Sud comme au Nord, qui rend très difficile la définition d'approches collectives. (...)

**M. Valat** — Je suis responsable au sein du ministère de la Coopération de l'appui au secteur productif agricole industriel.

(...) Ces problèmes institutionnels sont extrêmement importants, mais il me semble qu'ils sont relativement faciles à résoudre. On les rencontre aussi bien au Nord qu'au Sud, chez nos partenaires dont, sous forme de marchés, nous finançons une partie des interventions qu'ils sont amenés à conduire. La situation des ressources publiques de nos partenaires est telle que leurs institutions de recherche sont systématiquement battues en arbitrage budgétaire. Elles sont donc obligées d'avoir recours à des ressources extérieures, mobilisées par les bailleurs de fonds.

Ce système a des effets pervers majeurs, d'abord vis à vis de la communauté expatriée qui est appelée à se servir sur ces budgets ; celle-ci, dépendant d'institutions étrangères aux pays d'accueil, n'est ni jugée ni payée par les nationaux avec qui elle travaille.

Elle a donc tendance à privilégier les thèmes de recherche qui intéressent ses institutions et non ceux qui concernent ses partenaires.

D'autre part, du fait que les chercheurs nationaux sont condamnés à survivre de ressources extérieures, ils engagent des programmes qui ne sont pas de nature à pérenniser leurs efforts. (...)

**Moctar Ba** — (...) En ce qui concerne la recherche au Sud qui est principalement une recherche finalisée, le résultat est faible et la demande est grande. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que les moyens manquent, humains et matériels. Pourquoi manquent-ils ? Ce n'est pas parce que nous sommes pauvres, mais principalement parce qu'il n'y a pas de volonté politique. Dans nos pays, les politiques cohérentes de développement avec une stratégie se font rares. Dans les instituts scientifiques, la recherche est finalisée et est donc appelée à répondre à des questions. Or, s'il n'y a pas une stratégie clairement définie qui définisse la place de la recherche et les moyens nécessaires, cela ne peut pas marcher. (...)

### **La différence d'idéologie chercheurs/acteurs**

**Pierre Gazin** — Je suis chercheur parasitologiste à l'Orstom. Dans le domaine de la santé, les relations entre recherche et développement soulèvent des questions fort nombreuses, et notamment, quels sont acteurs du développement ? *A priori*, on pense aux professionnels de la santé. Or, en général, tout au moins en Afrique intertropicale, ceux-ci ne sont pas des acteurs du développement. Pourquoi ? D'abord, parce que leur formation les incite fort peu à une approche novatrice, mais au contraire à la répétition de ce qu'ils ont appris, quel que soit leur niveau. Leurs pratiques quotidiennes se passent généralement dans des lieux clos dont ils ne sortent pas.

Quels peuvent-être les autres acteurs du développement ? Les élites intellectuelles nationales. Malheureusement, celles-ci sont souvent beaucoup plus tournées vers elles-mêmes que vers le reste du pays. Les membres des congrégations religieuses ? S'ils obtiennent des résultats, ils sont souvent très routiniers dans leurs activités. A mon avis, l'un des principaux agents en matière de santé, c'est l'instituteur. Il faut s'appuyer sur l'éducation dispensée par l'école primaire. Aujourd'hui, à l'intérieur de l'Afrique, l'essentiel est de favoriser le terreau qui permet que les choses soient comprises et intégrées.

Quel est le rôle de chercheurs tels que ceux de l'Orstom ? Même un établissement public scientifique et technique tourné vers le développement, comme cet institut, a tendance à valoriser plus une recherche fondamentale, comme celle du CNRS, qu'une recherche sur le terrain. Et hors de l'Orstom, il est absolument désavantageux d'apparaître comme un acteur du développement ou d'être orienté vers le social. (...)

**Georges Bell** — De nationalité belge et physicien, j'enseigne à la Faculté des Sciences de Namur ; je coordonne également un réseau international de recherche universitaire sur le développement, appelé Prélude. Celui-ci essaie d'associer dans le partenariat des scientifiques et des acteurs non chercheurs, en même temps que des chercheurs entre eux. C'est sur cette expérience que je fonderai mon intervention ici.

Quels sont les vrais acteurs du développement ? Ce sont des ministères, l'État et des banques, notamment la Banque mondiale. Les chercheurs ne sont que très rarement associés à leurs actions. Au Sud, l'État est une question spécifique. Pour chaque congrès que l'on organise en Afrique ou en Amérique latine, il faut que le ministre de l'Éducation soit dans le coup, ou le ministère de la Recherche, sans quoi l'autorisation n'est pas accordée. Il y a donc un grave problème d'autonomie de la recherche.

La première difficulté est le corporatisme des chercheurs. La science est une institution et elle construit ses savoirs. Mais elle a oublié cela parce que ces savoirs sont devenus universels. Le chercheur qui fait de la recherche fondamentale sait comment il doit chercher mais ne sait pas où il doit arriver. S'il n'en fait pas, il sait, comme le Prix Nobel, Pierre Le Guff, où il doit arriver, mais il ne sait pas toujours comment faire pour appliquer ses résultats. Quand il est technicien ou ingénieur, il sait où il doit arriver et comment y arriver. C'est surtout ce dernier qui intervient sur le terrain.

Cela signifie que les attentes réciproques sont différentes entre les chercheurs et ceux que l'on appelle les développeurs. Ce que veulent les développeurs, ce sont des experts, c'est-à-dire ceux qui savent ce qu'il faut faire et où il faut aller. Or, le chercheur, lui, veut être reconnu pour lui-même, et faire sa carrière soutenu par son institution. Plus le terrain sur lequel il travaille est local, moins il peut répondre à la nécessité d'être promu ou bénéficier largement de l'appui de son « milieu ». En pharmacologie par exemple, travailler sur les pharmacopées traditionnelles ne répond pas aux objectifs de l'industrie pharmaceutique qui préfère que l'on travaille sur le paludisme d'une autre manière. (...)

**M. Greslou** — Je fait partie du CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement). Vu du monde extérieur, l'identité du chercheur est bien définie. Il est dans son cénacle, il est facile à trouver. C'est loin d'être le cas pour l'acteur du développement parce que cela va du groupe humain appelé dans nos projets – terme que je n'aime pas beaucoup – « bénéficiaire ou groupe cible » en passant par les expatriés, les techniciens nationaux qui travaillent sur le terrain, les pouvoirs publics locaux, les membres des ONG ou autres institutions qui s'occupent des pays du Sud, etc. La notion d'acteur du développement est un peu floue. (...)

**Bernard Hours** — Trois éléments font obstacle au dialogue : le corporatisme des chercheurs en France, les dérives idéologiques auxquelles sont exposées les ONG, l'absence de médiation entre la réflexion et les interventions. Les ONG travaillent sur un terrain qui est extrêmement mouvant et elles travailleront sur un terrain qui le sera de plus en plus, parce qu'elles sont aussi, qu'elles le veuillent ou non, l'un des instruments de la présence occidentale, bonne ou mauvaise selon les goûts et les conjonctures, dans le reste de la planète. Les ONG sont parfaitement conscientes de cela. L'époque des idéologies naïves est terminée. Mais sont-elles toujours bien équipées pour maîtriser la difficulté de cette situation ? Ce n'est pas sûr. (...)

**Anne Querrien** — Il y a une difficulté d'ordre conceptuel. On l'a déjà dit, la recherche est à la fois acteur et analyste du développement. Il n'est pas évident de la singulariser et cela l'est d'autant moins que le rôle de ce que l'on appelle parfois le progrès tech-

nique est de plus en plus vague dans le processus de développement. Dans l'analyse classique, on arrive très bien à identifier les facteurs travail et capital, mais dès qu'il s'agit du progrès technique, on s'aperçoit qu'elle ne constitue que la moitié de l'explication. Aujourd'hui, il est clair que le transfert de technologies et de connaissances ne peut plus être abordé de façon aussi mécaniste qu'il a pu l'être dans les années 1950. En fait, ce sont des processus qu'il faut analyser et non des techniques. La crise identitaire du chercheur n'est pas très différente de celle de l'ingénieur de ce point de vue. Il faut avoir une approche globale des problèmes que l'on veut analyser. Cela veut dire donc que le développement est un *continuum* qui appelle l'intervention d'un certain nombre d'acteurs. (...)

**Bernard Husson** — Je suis un être hybride, tout à la fois chercheur, homme de terrain, institutionnel... La casquette que je porte est celle de responsable du Comité Français pour la Solidarité Internationale (ex. CFCF). Je dirige en même temps une revue qui s'appelle *Histoire de Développement*.

Pour être clair, je serai très caricatural : les chercheurs sont le miroir de la société, les acteurs de développement incarnent les mutations au sein de la société. Les deux points de vue sont fondamentalement différents. C'est le point de départ.

La première des difficultés à surmonter est le statut des personnes. On pourrait parler à ce propos de la différence entre ces deux « milieux » dans la stabilité de l'emploi, les rythmes de travail, les modes d'appréciation et de promotion. Conclusion de ce premier point très rapide : il faudra « vivre avec » parce que cette question ne pourra être résolue facilement.

On se heurte à une deuxième difficulté, celle de pouvoir poser des questions pertinentes et communes aux uns et aux autres, puisque les bases de travail et les modes de réflexion sont profondément différents. Schématiquement, la recherche procède d'une approche déductive, tandis que les acteurs de développement ont une approche inductive. La qualité de la recherche se mesure à partir de la pertinence de l'objet d'étude, alors que pour les acteurs de développement l'efficacité de l'action est mesurée à ses impacts. Les deux termes de « pertinence » et d'« efficacité » ne sont pas identiques. Les liaisons sont donc très difficiles à établir. (...)

**M. Greslou** — (...) L'une des difficultés est la place du chercheur sur le terrain. Quand un chercheur arrive, il met en place sa recherche avec des outils, des démarches et des approches compliquées ; il est le seul qui puisse faire cela. Il se met donc au centre et il appelle le « groupe cible » à participer à sa recherche, à son projet parce qu'il a besoin de lui pour remplir ses questionnaires d'enquête, pour avoir des informations. (...)

### **L'opposition entre le long terme et le court terme**

**Pierre Gazin** — (...) L'un des problèmes très importants qui généralement n'est pas assez soulevé est la question des revenus. La plupart du temps, les professionnels de la santé sont très mal payés ; chacun à l'intérieur de cette profession essaie donc de gagner sa vie par des actes thérapeutiques immédiats plutôt que de travailler sur le long terme en misant sur l'éducation et la prévention. (...)

**M. Valat** — (...) Au ministère de la Coopération, l'un de nos dossiers les plus brûlants est le défi alimentaire. Les trente-six pays où intervient le ministère sont constitués en grande majorité de PMA où la croissance démographique est plus rapide que celle de la production agricole. Nous sommes donc en permanence confrontés à des problèmes de court terme auxquels l'essentiel de nos ressources est affecté. Ceci complique le dialogue avec nos partenaires scientifiques qui ne sont pas forcément à même de s'adapter à cette problématique. Je restreindrai l'étude de cas à la recherche agronomique. Le modèle idéologique dominant est véhiculé par la Banque mondiale qui a longtemps cru, et qui croit encore malheureusement, au schéma suivant : les innovations proviennent de recherches menées par des centres internationaux spécialisés, elles font l'objet d'adaptation, au niveau des États, par des institutions nationales de recherche agronomique ; une fois ces innovations validées localement, elles sont transmises aux producteurs à travers des systèmes nationaux de vulgarisation. Force est de constater que ce système coûte cher et le rapport qualité/prix n'est pas très bon. (...)

**M. Greslou** — (...) La première des difficultés réside dans le rythme. L'acteur du développement est pressé : il faut qu'il réponde à des demandes, il a donc besoin rapidement de connaissances opérationnelles et utiles. Le chercheur ne l'est pas ; ce qui compte pour lui c'est la rigueur scientifique avec laquelle il va pouvoir publier un article et faire carrière. (...)

### **Inadaption de la recherche à la demande sociale**

**Alain Ruellan** — La première difficulté que je voudrais souligner est qu'il ne faut pas se faire d'illusions. On parle toujours de la demande sociale, on dit toujours qu'il faut que la recherche y soit attentive... Mais au fond qu'est-ce que la demande sociale ? Comment la faire émerger ? Comment faire émerger une demande paysane ou une demande industrielle ? (...)

**M. Greslou** — (...) A quoi servent les résultats ? C'est finalement l'une des difficultés. Vus de l'extérieur, les résultats servent aux chercheurs eux-mêmes et au passage peut-être à la Science, avec un « S » majuscule. Les gens du terrain qui attendent des résultats de la part des chercheurs se sentent aigris ou jaloux, parce que ces résultats auxquels ils ont souvent participé en répondant à des questionnaires et à des enquêtes, ne leur parviennent pas et leur échappent.

**Pierre Gazin** — La première des questions qui n'est pas assez posée en général est : « Y a-t-il des résultats issus de la recherche actuellement utilisables en santé publique ? ». La réponse qui me vient immédiatement est qu'il y en a très peu. Il y a bien entendu des réussites. Très brièvement, on pourrait citer le programme de lutte contre l'onchocercose qui a remarquablement marché ou la technique de lutte contre les gloses, vecteur de la tripanosomiase, qui a eu du succès lorsqu'elle a été appliquée par les communautés rurales. Mais il y a beaucoup de contre-exemples, tout au moins en ce qui concerne deux grandes pathologies : le paludisme et le sida sur lesquels nous n'avons pas un discours très différent de celui des hygiénistes du début du siècle. L'espoir que l'on a pu fonder depuis une quinzaine d'années dans les soins de santé



primaire témoigne – soyons honnêtes ! – d’une extrême simplification des difficultés du diagnostic et des traitements. (...)

**Moctar Ba** — (...) Les chercheurs expatriés s’intéressent avant tout à une recherche fondamentale, tandis que nos pays demandent principalement une recherche finalisée. Si les premiers n’arrivent pas à orienter leurs actions dans ce sens, il y a nécessairement malentendu et incompréhension. Il serait bon que les organismes travaillant en coopération avec le Sud, intègrent l’objectif du développement dans la carrière des chercheurs. (...)

## PROPOSITIONS POUR UN DIALOGUE

### Instaurer un partenariat chercheurs/développeurs

**Bernard Hours** — (...) Une proposition à la fois concrète et banale : la création d’un comité ou d’une instance disposant de ressources et aptes à financer des projets proposés par appels d’offres, avec une contrainte de collaboration entre ONG et chercheurs, me paraît tout à fait envisageable. Lorsque l’on crée des fondations il est rare qu’elles déclenchent un flux majeur. Nous en avons fait l’expérience depuis dix ans. Dans la plupart de ces appels d’offres, il y a des contraintes concernant la nature des partenaires. Il serait bon d’y inclure les ONG, non pas pour qu’elles fassent de la recherche, mais pour qu’il y ait éventuellement des collaborations concrètes sur des projets de recherche et de développement, chacun apportant ses propres compétences. (...)

**Alain Ruellan** — (...) Il faut – nous l’affirmons avec force – un dialogue avant, pendant et après les opérations de recherche. On commence aujourd’hui à savoir à peu près comment il faut conduire le dialogue après l’opération de recherche avec les auteurs du développement. En revanche, celui qui précède ou qui s’engage pendant celle-ci est beaucoup plus difficile à mener parce qu’il exige une grande disponibilité. Or, la disponibilité est incompatible avec la concurrence que les chercheurs et les acteurs de développement se livrent entre eux. Peu de gens ont du temps et des moyens à consacrer aujourd’hui à ce dialogue. (...)

**M. Valat** — Le problème principal est de tenter de rompre une certaine consanguinité des chercheurs et leur inaptitude à comprendre les problèmes de court terme et de développement du fait même de la nature des institutions dans lesquelles ils se trouvent. Alain Ruellan a parlé d’un projet qui consistait à affecter des développeurs chez les chercheurs pour générer un effet de tâche d’huile. Il faudrait faire l’inverse, c’est-à-dire qu’il faudrait que les chercheurs aillent travailler avec les développeurs. Des solutions concrètes existent. Les grands instituts de recherche français avec lesquels nous travaillons pourraient par exemple créer avec leurs partenaires des filiales ; cela leur permettrait d’assouplir les normes officielles régissant leurs institutions et qu’il est difficile de faire évoluer. Il existe des agences spécialisées dans le développement qui sont probablement prêtes à s’allier avec des instituts de recherche.

**Georges Bell** — (...) Pour qu’un dialogue s’instaure, cela suppose que des chercheurs accompagnent les paysans comme co-experts ou les guérisseurs comme médecins.

Le partenariat développeur/chercheur doit s'instaurer réciproquement. On doit penser globalement les problèmes à partir du local. (...) Il faut construire des savoirs avec des capacités réciproques d'intervention en partenariat pour concevoir sur le terrain les outils qui soient appropriés aux besoins locaux. (...)

**M. Greslou** — *La recherche devrait être à l'écoute de la demande et répondre aux besoins des populations qui auraient besoin d'un coup de main pour connaître mieux leur contexte. Si elles connaissent bien leur village et leur quartier, elles ont plus de difficultés à connaître l'environnement extérieur. Plutôt que de confier uniquement à des chercheurs une recherche dont il sera difficile d'appliquer des résultats, pourquoi les chercheurs ne pourraient-ils pas accompagner ces populations elles-mêmes en les aidant à faire elles-mêmes de la recherche ? C'est compliqué, mais avec un peu de patience, tout le monde peut y réussir. (...)*

**Anne Querrien** — (...) Le partenariat constitue bien entendu l'une des propositions. L'Orstom est un lieu où ce mot a une résonance particulière parce qu'il y est fort bien identifié. Dans notre vie quotidienne, nous avons besoin à la fois de la recherche pure et de la recherche appliquée. Instaurer un partenariat ne signifie pas que tout le monde fasse tout en même temps, mais le fasse en association. Dans les projets que nous gérons, il faut qu'il y ait, via l'évaluation ou l'analyse d'un programme, une intervention du monde de la recherche. L'antidote à la crise institutionnelle, c'est le partenariat qui permet une définition et une hiérarchisation très précises des objectifs et des priorités en collaboration avec nos partenaires du Sud au niveau national et multilatéral ; ces objectifs et priorités sont les cadres absolument indispensables d'une action collective.

**Pierre Calame** — Comment vous, acteur du développement, dialoguez-vous avec la recherche ?

**Anne Querrien** — C'est notre vie quotidienne. Mon expérience se limite au champ de la coopération avec les organisations internationales. La recherche est partenaire d'un certain nombre de ces organisations et nous conduisons, de façon interministérielle, un suivi des actions, qu'il s'agisse de recherche agronomique ou médicale, de la préparation de sommets comme celui du Caire qui vient d'avoir lieu. La vie internationale est ponctuée par un certain nombre d'échéances qui amènent les politiques à voir le pays réel qui est derrière eux ! Les chercheurs ont un rôle, de ce point de vue là, tout à fait crucial à jouer. (...)

**M. Greslou** — (...) Nous essayons modestement de faire au CCFD ce que nous appelons une « évaluation de projets », à savoir des études qui nous permettent de réfléchir sur des thèmes prioritaires, ou thèmes de campagne. Pour cela, nous avons fait appel non seulement à des universitaires, mais aussi à des chercheurs, appartenant à l'INRA ou à l'Institut d'études politiques. Que des chercheurs puissent participer aux évaluations de ces projets est une avancée pour le CCFD qui était une tour d'ivoire fermée sur elle-même. C'est une initiative encourageante qui, je l'espère, va continuer. Pour cela, le CCFD a créé le service « Études-Évaluations » chargé d'organiser cela et que je dirige depuis peu. (...)

**Bernard Husson** — (...) Avant de faire des propositions, je voudrais leur donner un cadre. Il faut constituer des espaces communs pérennes autour de conventions passées entre chercheurs et opérateurs de développement, et non plus se contenter de rencontres ponctuelles comme cela a été le cas depuis un certain nombre d'années.

La première de mes propositions serait de concevoir des programmes avec des acteurs de développement. Cela se fait déjà, à Kadef au Sénégal par exemple. La démonstration existe donc aujourd'hui en vraie grandeur.

La deuxième proposition serait de capitaliser les expériences en les confrontant. Autrement dit, il faut que des équipes travaillent ensemble sur la capitalisation de leurs expériences, et notamment sur leurs méthodes de travail. Cela est pour l'instant rarement pratiqué. Sommes-nous capables de confronter nos méthodes de travail et pas seulement les résultats auxquels nous arrivons ? La recherche pourrait avoir dans ce cadre un rôle tout à fait essentiel.

**Gustave Massiah** — (...) Il est important de réinterroger le rapport entre sciences exactes et sciences sociales. Leur conjonction peut être une piste à suivre parce que nous fonctionnons encore trop souvent sur de vieilles représentations, notamment celles du rapport Nature et Société alors qu'elles sont dépassées aussi bien par la contestation des arrogances du développement productiviste que par le problème des écosystèmes, au Nord comme au Sud. (...)

### **Diffuser les résultats de la recherche**

**M. Greslou** — (...) Qui doit restituer les résultats de la recherche ? Est-ce le chercheur ? Le développeur ? Sous quelle forme ? Comment le faire ? Tant que les résultats de la recherche resteront dans des bibliothèques, le dialogue demeurera difficile. (...)

**Gustave Massiah** — (...) Comment développer la capacité d'une société à penser sa propre transformation ? Comment, de fait, introduire la continuité entre milieu de recherche, milieux d'expertises, milieux de conception ? Cela pourrait se faire avec les outils correspondants d'accumulation, de documentation et de publications qui manquent et sans lesquels il ne peut y avoir de continuité. (...)

**Bernard Hours** — (...) Il est clair que beaucoup de productions sont mal diffusées auprès des acteurs locaux et donc sont méconnues. L'Orstom a produit un grand nombre d'articles et d'ouvrages, mais une bonne partie des acteurs du développement, qu'il s'agisse des responsables politiques ou des ONG, n'en ont pas connaissance pour des raisons de diffusion ou de manque d'intérêt pour ceux-ci. (...)

**Bernard Husson** — (...) Il faut mettre en place des espaces communs et pérennes de *formation*, concept qui est tout à fait différent de celui de vulgarisation. Ce ne sont pas les seuls chercheurs qui vont donner la bonne parole. Il faut une formation commune à travers par exemple une publication commune qui ferait le tour d'un certain nombre de questions avec des articles signés de chercheurs, d'institutionnels, de bailleurs de fonds ou d'opérateurs de développement. Pour prendre un exemple, *Histoire de Développement* a sorti un numéro intitulé « Droit de cité » et dans lequel la parole était donnée à différents types d'acteurs de développement et à des chercheurs. Ce numéro

s'est très bien vendu parce que chacun a trouvé intérêt à la lecture du point de vue des uns et des autres. Il me semble que il y a là une voie pour une réflexion de fond à moyen terme. (...)

**Christian Valantin** — Je suis à ma façon un acteur du développement puisque je suis député d'une circonscription mi-urbaine mi-rurale au Sénégal. En tant qu'homme politique, je suis soucieux de la liaison recherche/développement. Depuis la dévaluation, on met davantage l'accent sur le « produire » et le « consommer » local. Le temps des éléphants est révolu. Il faut maintenant aller dans la direction des petites entreprises et je voudrais sur ce plan là insister sur la nécessité indispensable dans laquelle nous nous trouvons, en milieu rural de voir valorisé le travail de la recherche auprès des producteurs. Il faut que la recherche nous donne toutes les études qu'elle peut faire sur la diversification de l'arachide ou sur celle du coton, ou encore sur l'utilisation des déchets, par exemple. Dans ce domaine, la recherche demeure trop confidentielle et de ce fait n'est pas assez opérationnelle. Le temps est venu enfin de diffuser ces résultats pour valoriser le travail des producteurs et en particulier des paysans. (...)

#### **Instaurer de nouveaux rapports entre les acteurs, l'administration et la recherche**

**Bernard Hours** — (...) Il ne faut pas oublier de mentionner parmi les acteurs du développement ceux dont le pouvoir me paraît aujourd'hui déterminant et que j'appellerais, sans vouloir être péjoratif, les technocrates dans les organisations multilatérales et internationales. Leur pouvoir est énorme et ils doivent participer aux médiations. Si l'on continue à ne prendre en compte que les spécialistes, des acteurs essentiels demeureront absents, à savoirs les responsables des grands programmes internationaux, qui ont un pouvoir croissant et qui sont, pour une bonne part d'entre eux, prêts à entrer en méditation. (...)

**M. Valat** — (...) Il faut sortir de la logique de la relation État/recherche en particulier au Sud. Il y a une forte demande, même dans les PMA, de filiales qui pourraient établir des liens contractuels directement avec les instituts de recherche. Cette piste n'est pratiquement jamais explorée, en tous cas dans les pays où nous travaillons, parce que qu'elle ne garantit pas les ressources et implique des discussions commerciales. Il est du devoir des institutions de recherche de s'intéresser à cette demande. Les paysans africains s'organisent face aux crises économiques et à la déliquescence des États. Leurs organisations commencent à émerger et sont prêtes à passer à un niveau national des accords avec des institutions de recherche. Il est relativement facile pour nos partenaires français de la recherche d'investir dans ce genre d'opération. (...)

**Pascal Affaton** — (...) Je ne sais pas par quel miracle on pourra sortir de la logique qui lie les institutions de recherche du Sud avec leur gouvernement. A partir du moment où vous avez élaboré un projet, le plus beau du monde et que vous n'avez pas le consensus de l'administration, ce projet est mort-né. (...)

**Gustave Massiah** — (...) Dans l'optique volontariste de la construction d'un rapport entre développement et démocratie, ce qui n'est ni évident ni linéaire, comment expliciter ce que la pensée scientifique peut apporter ? C'est le rôle que peuvent jouer les

chercheurs dans tout ce qui concerne le développement (je ne prends pas les chercheurs au sens institutionnel, mais comme tous ceux qui se livrent à une activité critique de réflexion et de recherche). Il est nécessaire de valoriser et de mettre en évidence deux impératifs, la liberté de penser et la nécessité de vérifier. Cette démarche peut avoir des implications en termes d'exigence pour la liberté d'expression et d'association. Cette nécessité de vérifier est justement une des meilleures façons d'empêcher l'instrumentalisation de la recherche par le pouvoir. (...)

**Moctar Ba** — (...) Il serait bon que la recherche, l'administration et la profession forment un cadre de concertation, notamment dans le secteur que je connais, la pêche. Dans ce domaine, on ne peut réaliser aucun aménagement sans une concertation entre la profession, l'administration et la recherche. On a beau arrêter des règles et fixer des lois, si elles ne sont pas bien reconnues par tous, cela ne sert absolument à rien. Cela permet par ailleurs à la recherche de définir ses programmes et les rendre pertinents, ce qui est souvent rare en Afrique. (...)

**Yam Dialo** — (...) Je suis le directeur du Centre national de la Recherche scientifique et technologique du Mali. Je voudrais donner l'exemple d'une médiation réussie au Sud. Il y a deux mois, j'ai réuni soixante-dix paysans avec des chercheurs, des décideurs, des ONG et des développeurs. Au total, il y avait cent cinquante-cinq participants. Le tour de force consistait à mettre tout ce monde là sur un même pied d'égalité et de discuter en *Bambara*, l'une de nos langues nationales. J'étais donc coincé entre ces ONG qui sont pressées d'agir mais qui ressentent très bien le besoin de résultats scientifiques, et les chercheurs qui avaient de nombreux résultats, mais inexploitable. Il fallait donc faire asseoir côte à côte ces deux communautés ainsi que les autorités qu'il ne faut pas oublier et que les chercheurs regardent souvent de très haut. Les paysans étaient, pour leur part, préoccupés de se retrouver à la même table que des intellos venus de la capitale en costume-cravate, et d'être traités de la même façon. « Monsieur le Directeur, c'est bien la première fois, depuis que le Toubab était là (c'est-à-dire le colonisateur), qu'on nous appelle non pas pour nous apprendre qu'il faut se coucher à gauche ou à droite, mais pour nous demander ce que nous savons », m'ont-ils dit. (...)

Malgré tout, le dialogue a eu lieu et sans trop de conflits parce que nous sommes restés dans le concret. Des propositions ont été faites. Le processus de leur mise en œuvre est en cours, mais nous n'avons pas terminé car il faut « ficeler » tout cela dans un programme fédérateur. Nous avons d'ores et déjà trouvé un compromis entre le monde de la recherche et celui des utilisateurs. Ces derniers sont pressés d'avoir des résultats : nous sommes en zone rurale ; le paysan ne peut attendre deux, trois ou cinq ans pour qu'on vienne lui proposer des résultats ! Nous avons donc imposé pour chaque volet du programme une série d'applications techniques. Des pistes très intéressantes se sont ainsi dessinées. En santé, par exemple : chez moi, dans mon arrière-cour, il y a des plantes médicinales que nous utilisons parce que depuis la dévaluation, nous ne pouvons plus aller à la pharmacie. Il s'agit donc de fabriquer des médicaments avec ces plantes. Cela nous coûterait moins et nous prendrait moins de temps en matière de recherche. (...)

## CONCLUSION

**Gustave Massiah** — Sur ces interrogations qui ont été soulevées au cours de ce débat, j'en ai retenu une conceptuelle, à savoir « en quoi le chercheur est un acteur de développement et en quoi il peut l'être ? » En ce qui concerne les difficultés, on pourrait inventorier ainsi : la reconnaissance des diplômés et des langues, l'instrumentalisation de la recherche par les décideurs, la validation de l'institutionnel et le travail de terrain, le transfert technologique comme processus et ses difficultés, l'atomisation du milieu au Sud et au Nord, l'exterritorialité de la recherche, notamment les institutions du Nord.

Les propositions faites ont été, pour les résumer, les suivantes : développer la culture du juste milieu, ou des milieux acteurs et chercheurs, favoriser les échanges d'expériences, encourager le partenariat, définir de façon explicite les objectifs et les priorités, rompre la consanguinité des chercheurs, s'appuyer sur les stratégies des producteurs. (...)

**Pierre Calame** — Il faut valoriser ce qui a été dit. La méthode la plus simple, me semble-t-il, est d'identifier les gens qui sont prêts à aller plus loin et voir comment ils voudraient préciser leurs propositions. A partir de là, on pourrait constituer, dans le prolongement de ce qui avait été fait à Montpellier, un dossier qui permettrait à l'Orstom d'interpeller d'autres organismes de recherche. Il faut que l'on s'impose un délai minimum pour accepter ou refuser ces différentes propositions, demander à ce qu'elles soient approfondies, etc. Il faut construire un processus opérationnel. Dans une table ronde comme celle-là, tout le monde est toujours d'accord sur l'identification des difficultés et sur les propositions pour y remédier. Le problème est en fait le passage à l'acte et, comme l'ont dit les uns et les autres, les transformations institutionnelles et financières que celui-ci suppose.

**Michel Levallois** — Le succès de cette table ronde – en témoignent le fait que vous ayez été aussi nombreux à répondre à notre appel et la qualité des débats – prouve que le dialogue chercheurs et acteurs du développement constitue un véritable problème. Il y a d'abord un problème de concepts, que nous ne pouvons évacuer. Je dis cela à l'attention de nos autorités de tutelle parce que nous ne le réglerons pas tout seuls. Il faut que nous nous en occupions avec elles.

Je retiens donc la proposition de Pierre Calame d'un « passage à l'acte ». Que nous essayions de l'organiser le plus vite possible. Nous avons ici amorcé un dialogue surtout entre des chercheurs et des acteurs du développement du Nord, même si quelques-uns de nos collègues, amis et partenaires du Sud étaient présents. Je proposerai donc également que nous transportions ce débat au Sud et que ce même dialogue nous revienne dans ses propres termes, car ils sont sans doute différents des nôtres. Il ne faut pas en effet que nous, gens du Nord, continuions à poser les questions et à apporter les réponses. Il faudrait envoyer à des responsables du Sud les éléments de réflexion ici rassemblés, pour qu'il y ait ensuite un retour et pouvoir vraiment aller au bout de la question. Ce problème ne se résoudra pas avec les seules questions posées à Paris, entre organismes de recherche et acteurs du développement occidentaux.

Voilà, Mesdames, Messieurs, en vous remerciant, les conclusions que je crois pouvoir tirer de cette table ronde. Merci à vous tous.

**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT  
AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION  
DE ROLAND WAAST**



**VOLUME 5**

**SCIENCES  
ET  
DÉVELOPPEMENT**

**MARTINE BARRÈRE**  
ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

**CRISTOM**  
éditions

**LES SCIENCES HORS D'OCCIDENT  
AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

20<sup>TH</sup> CENTURY SCIENCES:  
BEYOND THE METROPOLIS

**SÉRIE SOUS LA DIRECTION  
DE ROLAND WAAST**

**VOLUME 5**

**SCIENCES  
ET  
DÉVELOPPEMENT**

SCIENCES AND DEVELOPMENT

**MARTINE BARRÈRE**  
**ÉDITEUR SCIENTIFIQUE**

---

**ORSTOM Éditions**

L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION  
PARIS 1996